

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr.
Six mois	3 fr.
Trois mois	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, RUE D'ORSSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	8 fr.
Six mois	4 fr.
Trois mois	2 fr.

AVIS

Nous prions instamment nos correspondants de bien vouloir adresser désormais tout ce qui concerne la rédaction à **SILVAIRE**.

Tout ce qui regarde plus particulièrement l'administration devra être envoyé à **PIERRE MARTIN**, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

C. G. P. CONTRE C. G. T.

La lutte de classes prend une nouvelle allure, très intéressante pour nous. Le patronat se lance d'une façon directe dans la bataille : à la C. G. T., va répondre la C. G. P. ; à l'organisation unitaire de toutes les forces ouvrières organisées, va répondre l'alliance de tous les syndicats de patrons, d'entrepreneurs, de propriétaires, etc.

Cette idée n'est pas absolument nouvelle en France ; en 1906, quelques gros entrepreneurs avaient pris l'initiative de cette organisation.

Le terrain est déblayé, deux armées ennemis sont en présence non seulement prêtes à venir aux mains, mais plutôt en pleine activité et en pleine bataille. Nous avons tout à gagner à voir en face de nous des patrons, des propriétaires énergiques, prêts à défendre leurs positions, leurs situations contre la ruée des prolétaires en révolte. Quoi qu'ils fassent, notre situation sera toujours meilleure. Nous n'avons rien à perdre, que la misère et les fers ; nous sommes les assaillants et les patrons sont réduits à rester sur la défensive. Nous avons tout à conquérir, un idéal à réaliser et c'est ce qui fait notre force contre le patronat pourvu et corrompu qui n'a rien à conquérir.

Aussi l'issue de la lutte n'est pas douceuse. Chaque pas en avant représente une brèche dans les priviléges, une diminution de la puissance des patrons — nos maîtres. Ils sont au sommet et ne peuvent plus que descendre. De notre énergie, de la vigueur des coups que nous porterons dépend notre prochaine libération.

pouvons aujourd'hui empêcher cela au moyen d'une loi ; ce que nous devons faire, c'est imiter les ouvriers, fonder une organisation sur le modèle de cette admirable arme de combat qu'est la C.G.T. française et répondre à la grève par la grève ».

Les deux ordres du jour, votés par acclamation par 5.000 bourgeois qui avaient répondu à l'appel des organisateurs, ont montré l'enthousiasme de ces bons propriétaires. Le premier de ces ordres du jour félicite chaudement Briand et la majorité gouvernementale de l'attitude prise par eux dans la grève des Cheminots ; le deuxième engage patrons, entrepreneurs et architectes à s'unir pour la défense du patronat contre les menaces des ouvriers révolutionnaires.

Nous voyons avec plaisir les patrons descendre dans la rue, prendre part directement à la lutte et déclarer que l'Etat, qui est leur chose, est devenu insuffisant pour les défendre avec toute efficacité. C'est fini des théories émoliennes de l'entente des classes autour de l'Etat démocratique ; des fois ouvrières, de toutes les comédies qui se jouaient autour de la misère des pôvres travailleurs.

Le terrain est déblayé, deux armées ennemis sont en présence non seulement prêtes à venir aux mains, mais plutôt en pleine activité et en pleine bataille. Nous avons tout à gagner à voir en face de nous des patrons, des propriétaires énergiques, prêts à défendre leurs positions, leurs situations contre la ruée des prolétaires en révolte. Quoi qu'ils fassent, notre situation sera toujours meilleure. Nous n'avons rien à perdre, que la misère et les fers ; nous sommes les assaillants et les patrons sont réduits à rester sur la défensive. Nous avons tout à conquérir, un idéal à réaliser et c'est ce qui fait notre force contre le patronat pourvu et corrompu qui n'a rien à conquérir.

Aussi l'issue de la lutte n'est pas douceuse. Chaque pas en avant représente une brèche dans les priviléges, une diminution de la puissance des patrons — nos maîtres. Ils sont au sommet et ne peuvent plus que descendre. De notre énergie, de la vigueur des coups que nous porterons dépend notre prochaine libération.

Pierre Dumas.



AUTOUR DES QUINZE-MILLE.

Du Travailleur Socialiste de l'Yonne, et sous la signature la plus insurrectionnelle de France, cette déclaration :

Ce n'est pas l'intérêt des révolutionnaires que le Parti Socialiste parlementaire tombe trop bas dans l'estime populaire ; ce n'est pas avec un peuple démoralisé — et la faillite du socialisme parlementaire, après celle du parti radical — ferait que démorraliser notre classe ouvrière — qu'on fait des Révoltes, mais avec un peuple qui a encore de la foi et de l'enthousiasme !

Nous nous permettons de penser néanmoins que ce qui démoralise la classe ouvrière, c'est l'influence abrutissante des politiciens radicaux et socialistes. Nous osons croire que le peuple a un autre usage à faire de sa foi et son enthousiasme qu'à faire le jeu des fourbes et des arrivistes du socialisme parlementaire. Nous allons jusqu'à supposer que si le moule aux Briand, aux Millerand et aux Viviani venait à se caser, ce ne serait pas une grande perte. Mais nous sommes, n'est-ce pas, des métaphysiciens.

TOUT POUR L'ARGENT.

M. Enrico Ferri, nous disent les journaux, a accepté l'offre du gouvernement

argentin de réorganiser les services pénitentiaires. M. Ferri donnera sa démission de député. Il recevra des appontements annuels de 80.000 francs.

Les arrivistes de la « Social-Lucullus » n'étaient pas encore allés jusqu'à là. La palme de l'abjection était réservée au chef du parti socialiste italien.

Les électeurs qui continuent à servir de marchepied à de pareils êtres sont bien dignes de tous les mépris.

A L'ÉCURIE !

C'est de toute une famille qu'il s'agit. Non pas en Judée, il y a deux mille ans, mais en France, à Paris, Ville-Lumière.

Après avoir retenu un logement, 202, boulevard de la Villette (maison recommandée), M. et Mme Recurt s'apprétaient à emménager, lorsque, horreur ! la concierge s'aperçut que les nouveaux locataires traînaient derrière eux, non pas un, ni deux, ni trois, mais sept enfants indignes, dame pipelette refusa de recevoir la trop nombreuse famille. Nous que ces enfants sont fort beaux et très proprement tenus.

N'importe, le propriétaire n'entendait pas plaisanterie sur ce chapitre et notre famille dut accepter les offres d'une personne compatissante qui mettait une écurie à sa disposition. Seulement, il est débordé d'éclaire et de chauffer, comme dans toutes les écuries ; aussi, y vit-on dans le noir à partir de cinq heures.

Un ban pour le proprio du 202. Et vous, prolétaires, faites beaucoup d'enfants et méprisez les néo-malthusiens, ils le méritent bien.

TOUS LES MEMES.

Ces politiciens ! Avec eux on ne peut jamais tirer l'échelle. C'est ainsi qu'on a vu ce spectacle d'un Pelletan reprochant à un Briand d'avoir employé la mobilisation pour réduire les cheminots, auxquels il reconnaît — n'étant pas ministre — le droit de faire grève.

Le sieur Pelletan n'oublierait qu'une petite chose, c'est que devant une tentative de grève des arsenaux, lors de son passage au ministère de la marine, il avait enjoint aux grévistes de réintégrer les ateliers, sous peine de militarisation immédiate. Cela, au nom de la défense de la patrie, tout comme Briand.

C'est toujours au nom de la patrie que les gouvernements, républicains, socialistes ou autres, ligotent ou massent les travailleurs. Qu'on essaie du plus farouche député socialiste et l'on verra bien, si les exemples de Briand, Millerand et Viviani n'ont pas assez écocqué les tenants de la conquête des pouvoirs.

LES MEURT-DE-FAIM.

Ceci n'est pas une hyperbole ; il est encore des misérables qui meurent vraiment de faim, sous notre belle république troisième, témoin ce sinistre « fait-divers » de la semaine dernière :

Une pauvre vieille de 82 ans, la veuve Blanchard, née Hortense Leclerc, vivait misérablement dans un galetas de la rue Cambronne.

Un malgré secours, alloué par l'Assistance publique suffisait à peine à payer la location de son taudis.

Mardi matin, comme les voisins ne l'avaient pas vue depuis quelques jours, ils pénétrèrent dans sa chambre et la trouvèrent étendue sur son grabat, morte de faim.

82 ans ! Alors qu'il en faut si peu pour souligner ces existences ; alors que, pendant plus d'un demi-siècle, un être humain de cet âge a peiné, sans repos et sans joie bien souvent, pour enrichir deux générations d'exploiteurs ! Cette iniquité sociale, la plus atroce de toutes, serait à faire crier les pierres, et des hommes lisent cela avec indifférence !

Est-ce que, pour des hommes dignes de ce nom, toutes les bombes qui, au nom de pareilles misères font jaillir dans les airs des entrailles de satisfaits ne sont pas sanctifiées ?

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libertaire », c'est de lui faire des abonnés.

ASSEZ !

Nous avons tous les jours une preuve de l'arbitraire le plus éhonté avec lequel notre très républicain gouvernement en use avec les révolutionnaires. Après Jacques Long, Pierre Martin vient d'être mis en liberté, et cela dès son premier interrogatoire.

Il a donc fallu un mois de prévention, au régime du droit commun, pour avouer le néant de l'accusation, c'est-à-dire pour reconnaître qu'on avait arrêté notre camarade à tout hasard, parce qu'il se trouvait au *Libertaire* au moment des perquisitions. Mieux vaut tard que jamais ; mais ils sont jolis les procédés tsaristes de notre très républicain gouvernement.

Interrogé — enfin — à leur tour, Merle et Almeryda ont eu beau démontrer l'arbitraire de leur arrestation, ils continuent à être détenus, et détenus sous le régime du droit commun. De même pour le cheminot Berthelot, sous le prétexte qu'on avait trouvé chez lui des notes prises à propos de la grève des cheminots italiens.

Quant à l'ami Dulac, c'est encore mieux. Mis hors de cause par le juge d'instruction dans l'affaire des bombes, celui-ci se demanda pour quel motif on pourrait bien le retenir. Et M. Drioux de lui lire des articles antimilitaristes parus non durant sa garde, mais sous celle d'Hélène Lecadieu ! Le fait reconnu, vous pensez que Dulac fut mis en liberté ? Pas du tout, il est encore au droit commun sous l'inculpation d'excitation au vol, au pillage, au meurtre et à l'incendie.

Et le bouquet, le voici. Entre temps Dulac était convoqué pour ce mercredi dans le cabinet du juge Joliot. La convocation, lancée le samedi 12 par un autre juge, à l'adresse du *Libertaire*, alors que Dulac est en prison depuis un mois, voilà la meilleure preuve qu'il fut arrêté sans mandat et sans motif d'autre sorte.

LA MONTÉE

M. J.-Louis Breton, député du Cher, quitte le Parti socialiste uniifié, parce que, d'abord, on se disposait à l'en chasser et aussi parce que, c'est Breton qui dit ça : le parti, à cause des éléments nouveaux qui le composent maintenant, n'est plus habitable.

Non ! Un honnête homme de la trempe de J.-L. Breton ne s'y reconnaît plus dans cette pétaière. Songez que les nouveaux élus, laissant de côté la courtoisie et l'urbanité, qualités essentielles de tous les parlementaires qui se respectent, ont engueulé, c'est le mot, M. le président du Conseil !

De ce que ses collègues usèrent d'épièthes malsonantes à l'égard d'un ancien copain, le député du Cher, aimé sensible, est chagriné.

Il est socialiste, comme tout un chacun, parbleu ! mais il ne veut pas pacifiser avec les apologistes du sabotage et de l'action directe.

S'il est resté si longtemps au sein de ce parti, c'était pour le protéger contre les entreprises malsaines de quelques uns, c'était pour l'orienter vers la calme étoile réformiste, et pour le préserver du naufrage dans l'océan démagogique et révolutionnaire.

Du reste, écoutez ce joli morceau : « Si je suis resté si longtemps dans un parti pratiquant une politique diamétralement opposée à ma manière de voir, c'est parce que je considérais que

Aujourd'hui, on lui parle d'excitation au pillage, au vol, etc... Mais un premier juge ignore dans quel numéro du journal se trouvent ces excitations et le deuxième ignore qu'il est déjà sous clef !

Ce serait du dernier comique si ce n'était monstrueux. Est-ce que tous ces scandales ne vont pas bientôt cesser ?

Pour le Libertaire

On trouvera ci-dessous notre 5^e liste de souscriptions. Nous remercions à nouveau les camarades de l'aide efficace qu'ils veulent bien nous apporter. Mais qu'ils nous permettent de leur signaler un moyen non moins efficace de soutenir leur organe.

Nous recevons toujours des inventus en trop grand nombre et nous ne pouvons résoudre le tirage si nous voulons que le journal soit en vente à peu près partout ; mais cela est très onéreux. Aussi ne saurons-nous trop recommander à nos amis d'acheter, chaque semaine, deux ou trois numéros et de les distribuer de leur mieux. Ce serait faire de la propagande anarchiste révolutionnaire sur une assez grande échelle et le journal se maintiendrait par cela seul toujours à flot.

Qu'on se le dise !

Souscription permanente

5^e liste

Forichon 0 fr. 85 ; Poiré 2 fr. ; Girandy 0 fr. 75 ; Bricheteau 2 fr. 50 ; Un antipatriote 0 fr. 75 ; Leirfaud 0 fr. 80 ; Collecte faite par Lanoff à Albert et Arras, 6 fr. ; L. Moreau 0 fr. 60 ; L'anarchie est un remède qui guérit tous les maux, Tavernati 6 fr. ; X. 10 fr. ; un patron plombier 5 fr. ; Y. 10 fr. ; Bilba 4 fr. ; Giboudeau 5 fr. ; Z. 10 fr.

Groupe d'études sociales de Villefranche-sur-Saône :

Liste de Souscription en faveur de notre journal

le « Libertaire »

Pour la plus grande diffusion de nos idées, Camarades, soutenez le *Libertaire*, organe de combat anarchiste-revolutionnaire.

Un anarchiste, L. Favre 1 fr. ; Louise Fillon 1 fr. ; Sur la gueule à Briand, Fillon 1 fr. ; Un sans-patrie, Biu 0 fr. 50 ; B. Chenavaz 0 fr. 50 ; Un unifié révolutionnaire 0 fr. 50 ; Berthelot 0 fr. 50 ; G. Bretholat 0 fr. 50 ; Fleuriot 0 fr. 50 ; Bu-Bu Maton 0 fr. 50 ; Soutiens le *Libertaire* 0 fr. 50 ; E. Blondau 0 fr. 50 ; Lepelt 0 fr. 50 ; P. Merlin 0 fr. 50 ; F. Mamès 1 fr. 1 fr. ; Kaiser 0 fr. 50 ; L. Guittard 0 fr. 50 ; P. Champalle 0 fr. 50 ; Julien Bannet 0 fr. 25 ; Auby 0 fr. 25 ; Reliquat 0 fr. 65 ; Jeanbo 0 fr. 15 ; Louis Petit 0 fr. 50 ; Guy 1 fr. Total : 13 fr. 90.

c'était au sein même de ce parti que je pourrais servir le plus utilement mes convictions en combattant sans relâche ces nouveautés dangereuses de l'action directe, du sabotage, de l'antipatriotisme qui constituent autant de déviations funestes des doctrines socialistes, en essayant par tous les moyens de le ramener à la tradition essentiellement républicaine, démocratique et patriotique de notre mouvement socialiste national.

Pauvre Breton du Cher, dont on me connaît les bons sentiments et le substan-tiel enseignement ! Pauvre bon Quinze-Mille socialiste, qui voulait ramener son parti à la tradition essentiellement républicaine, démocratique et patriotique. Il n'est plus... Pleurez, mes yeux !...

Bien entendu, nous autres révolutionnaires anarchistes, nous nous moquons de la démission de J.-L. Breton, comme des premières boîtes que nous chaussons ; mais, en passant, la chose vaut la peine d'être regardée. Sous l'action de la propagande révolutionnaire de ces dernières années, les grèves qui, auparavant, n'étaient que purement professionnelles, corporatives, s'enfermant dans le cadre étroit de l'avantage immédiat, prennent main-

nant une tournure nettement insurrectionnelle et donnent la chair de poule aux possédants.

Le parti socialiste se ressent forcément un peu de cet esprit de révolte qui anime les travailleurs. La violence lui répugne, mais, sous peine de faire complètement faillite, il est obligé d'avoir dans les périodes d'effervescence une attitude quasi révolutionnaire.

Encore que très modeste, cette attitude effarouche des citoyens comme Breton, Turot et bien d'autres. Ces gens-là sont ministériels avant tout parce que ça leur rapporte.

Quand un Lafferre vient leur proposer sa « collaboration loyale », ils s'agencent et lèchent amoureusement les bottes du dieu nouveau.

Au sujet de Lafferre, je m'en voudrais de ne pas vous faire goûter un morceau savoureux de l'éloquence de ce dernier. Voici comment il termina le premier discours qu'il prononça devant le Conseil supérieur du travail :

«...Messieurs, le nouveau ministre du travail vous offre sa collaboration loyale. A défaut de l'éclat que son prédécesseur a jeté sur vos débats et sur ceux du Parlement, il vous apportera une bonne volonté inlassable, et surtout un attachement profond à la cause des travailleurs dont on ne peut bien sentir les intérêts qu'à la condition de les aider sincèrement. »

Là-dessus, « vivement ému », MM. Coupat, Cleut, Keufer, Briat, Craissac etc., ont chaleureusement applaudi le ministre.

Ainsi soit-il. Nous disions donc que le parti socialiste, malgré la chlorose qui le minait oblige parfois d'élever la voix et d'avoir l'air furieux pour se concilier les bonnes grâces du prolétariat en révolte.

Eh bien ! ce qui pourrait passer, aux yeux de beaucoup, pour un signe de guérison, de renouveau, m'apparaît comme des soubresauts d'agonie.

Oh ! je ne fixe pas la date de l'enterrement du parti uniifié, cela demandera du temps encore, mais il est indéniable que les députés socialistes eux-mêmes sentent venir la catastrophe ; c'est pour la retarder, pour conjurer le danger, qu'ils prennent ton, qu'ils se remuent, qu'ils vitupèrent contre les réacteurs. S'ils ne sentaient pas le sol trembler sous leurs pieds ils resteraient les petits bonhommes bien sages qu'ils furent longtemps et ne s'éméraient point l'effroi chez des natures paisibles comme Breton.

**

Il y a donc certainement quelque chose de nouveau dans l'air. Le plus pessimiste est obligé de le constater. Parfois un vent de colère souffle furieusement sur le monde capitaliste ; ce sont des rafales qui passent, mais elles sont annonciatrices de la tempête qui balayera tout.

Au sein de la grande masse des travailleurs une force nouvelle, puissante, grandit chaque jour : c'est la confiance en soi-même, c'est l'ardent désir de conquérir le droit à la vie par tous les moyens, furent-ils considérés comme regrettables par les députés de l'extrême-gauche.

Lesdits députés sont bien ennuies. Songez ! si le peuple se met à vouloir faire son honneur tout seul, que vont-ils devenir, eux ?

Ma foi, ce qu'ils voudront. On s'en fiche...

Eugène Péronnet.

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

La semaine dernière, le *Libertaire* annonçait que Gorian s'était vu remplacer le régime de détenu politique par celui de droit commun.

C'est notre camarade qui, dans une lettre qu'il nous a adressée, nous donne les motifs de son changement de traitement : l'*interdiction de séjour* étant une peine infligée seulement pour le délit de droit commun, le condamné ne peut être admis au régime politique.

C'est une monstruosité. Comment ! Gorian innocent des faits qu'on lui reproche ; condamné pour ses idées anarchistes, chose que l'on ne peut nié puisque le président du Tribunal de Pontoise a déclaré qu'il était inscrit à la Préfecture de Police comme « anarchiste dangereux » ; Gorian pourvu en appel et qui en attend le jugement, est considéré pendant trois mois comme détenu politique, traité comme tel, et c'est au nom d'une iniquité, au nom de cette interdiction qui, déjà appliquée une fois contre des militants syndicalistes, ne peut être maintenue devant la protestation unanime de l'opinion publique, que l'on supprime à notre camarade les avantages du régime politique ?

C'est par trop arbitraire. Il serait bon de savoir si oui ou non l'on a le droit de penser et d'avoir une opinion, et si oui ou non la magistrature où l'administration judiciaire peuvent quand et comme elle veulent disposer du sort, des conditions d'existence des prévenus.

Je crois que là est bien une atteinte à la liberté individuelle. Le comité de Défense sociale s'intéresse au camarade Gorian, nous faisons appel à la Ligue des Droits de l'Homme et à tous les hommes épis de justice et d'équité pour joindre leur protestation à la nôtre et faire en sorte que Gorian ne soit pas arbitrairement traité.

A. Dauthuille.

Programme Démocratique

L'infâme triumvirat Briand-Millerand-Viviani a donc vécu. C'est dommage. La charlatanique méthode de la « Conquête des Pouvoirs » ne sera jamais mieux illustrée que par ce trio de traitres à la classe ouvrière, qu'ils ont si longtemps flagorner pour se tourner cyniquement contre elle, lorsqu'elle les eut hissés stupidement vers le pouvoir, grâce à ses fortes épaules.

Pour l'éducation complète des électeurs, et notamment des électeurs socialistes, nous aurions voulu voir les trois sinistres pîtres poursuivre, avec leurs reniements, leur œuvre de réaction sociale. Or, chose à peine crovable, le Millerand et le Viviani ne seraient pas assez complètement « adaptés » pour la besogne réactionnaire qu'entendent poursuivre leur chef. Et nous voici nantis d'un ministère qui s'appuiera davantage à droite.

Mais qu'en adjoigne à Briand Imperator de vils politiciens comme Puech ou Lafferre ; un Cruppi, ancien pourvoyeur de bagnes ; voire un Roussel, digne compère du Viviani remisé, ou même un Jaurès, légaliste forcend et par conséquent conservateur à tous crins, qu'importe !

Ceux-là ou d'autres n'en seront pas moins les défenseurs sans scrupules de l'odieuse société capitaliste et par suite les persécuteurs féroces des hommes épis de justice et de liberté véritables, la justice et la liberté fondées sur des bases économiques et non plus inscrites seulement au fronton de nos monuments, casernes et prisons comprises.

Il est, reconnaissons-le, des gouvernements plus ou moins réactionnaires. Celui qui vient de reconstituer Briand par un tour de passe-passe tout à fait réjouissant, pourra compter parmi les plus réactionnaires, tenus pour assuré. Toutes les déclarations faites à la Chambre ou ailleurs par les membres de l'ancien cabinet nous ont pleinement édifiés : Briand a jeté par-dessus bord Millerand et Viviani parce qu'il ne les trouvait pas assez dociles, pas assez soumis aux puissances des chemins de fer et de la banque, parce qu'ils étaient trop avancés !

Un homme averti, dit-on, en vaut deux. Le monde des révoltés est dûment prévenu. Entraver les uns, envoyer au bagne les autres, tel est, au fond, tout le programme ministériel dans sa belle simplicité.

Quant à son application... elle rencontrera, bien entendu, du fil à retordre.

C'est dire où le silex en est arrivé. Il n'a d'ailleurs pas tardé à enlever leurs derniers doutes à ceux qui en avaient. La déclaration ministérielle a renouvelé, en les aggravant, toutes les menaces formulées contre les briques de liberté dont jouit la classe ouvrière. Les syndicats en général seront matés — ou du moins on l'espère — par les fameuses lois sur le contrat collectif, l'arbitrage et la capacité civile ; la C. G. T. sera dissoute ou quasi, les unions et fédérations également. Quant aux travailleurs des services publics, aux cheminots, aux fonctionnaires (et bientôt à tous les travailleurs, car quelle branche du travail n'est pas d'utilité publique ?), ce sera la dénégation absolue du droit de grève, c'est-à-dire l'enchaînement perpétuel à leur condition.

Tout cela sera, bien entendu, si les travailleurs le veulent bien. Ces choses sont-elles possibles ? On pourrait le croire en considérant la pusillanimité du grand nombre et l'indécision du petit aux moments critiques. Pourtant il s'agirait là d'un trop grand saut en arrière, et la classe ouvrière, qui seule en souffrirait, s'en est trop rendu compte. Elle ne permettra pas l'exécution d'un pareil programme. Déjà ses meilleurs éléments se sont employés à l'éclairer et comme au lieu d'un mouvement de régression on observe chez elle une ascension continue vers la révolte, vers la liberté, la dignité humaine et le bien être, on a tout lieu de penser que le répugnant renégat en sera pour ses laborieux projets.

Pour nous, qui risquerions plus que quiconque d'être engloutis par la vague de réaction sociale qu'on sent monter de tous côtés, en France après la Russie, l'Espagne, l'Argentine, etc. ; pour nous, préparons-nous à lutter plus que jamais. Le parti socialiste peut bien combattre tels ou tels hommes au pouvoir ; il se trouvera toujours du côté du gouvernement — on l'a vu à propos du sabotage — contre les contemptives de toute légalité comme de tout gouvernement.

Un homme averti, dit-on, en vaut deux. Le monde des révoltés est dûment prévenu. Entraver les uns, envoyer au bagne les autres, tel est, au fond, tout le programme ministériel dans sa belle simplicité.

Quant à son application... elle rencontrera, bien entendu, du fil à retordre.

Pamphile.

L'ILLÉGALITÉ

Quand Briand n'était que ministre de l'Instruction publique, (ce qui n'était déjà pas mal), un brave homme de Nantes s'en vint rue de Grenelle, histoire de voir son « pays ».

Aux huissiers du ministère qui le prirent d'attendre dans l'antichambre du cabinet de ministre, il dit rondement :

— Dites à Briand que c'est moi ; il me recevra tout de suite.

On dit bien à l'Excellence que « c'est à lui », mais celle-ci ne voulut point quand même le recevoir.

Le pauvre homme fut malade d'indignation, et dans les couloirs du ministère, furibond il hurlait en s'en allant :

— Ah le salaud ! ah le cochon ! dire que je l'ai logé, nourri à l'œil pendant des mois, jadis. Je l'aimais comme un frère, il a usé mes chemises, mes pantalons, mes redingotes, mes chapeaux ; tout ce qui était à moi était à lui ; je ne lui ai jamais rien refusé, et maintenant, il ne veut même pas me recevoir. Ah, le dégoûtant !

Je pensais à cette petite histoire, qui est rigoureusement exacte, en lisant le compte-rendu des récentes séances de la Chambre.

Les socialistes ont beaucoup prêté à Briand. Il y a quelques années, il était l'enfant choyé de la maison, un de ces gaillards dont on dit en eliant de l'œil :

— Celui-là, il ira loin.

Le bougre est bien « allé loin », mais pas dans le bon chemin.

Et voilà que maintenant, à ces bons socialistes confis dans la légalité, il dit que volontiers, si les circonstances l'exigent, il aura recours à l'illégalité, il se moquera des lois comme de colin-tampon, il fera ce qu'il lui plaira de faire, simplement.

C'est dur tout de même d'entendre ces choses-là, lorsque, comme le citoyen Jaurès, depuis des années on prêche le respect du code ; lorsqu'on légifère sur tous les cas, et qu'on espère, avec de bonnes petites lois ouvrières, arriver à transformer la société.

L'illégalité ! horreur... C'est l'arme des fous sanguinaires, des hurlubernes de l'anarchie, des révoltés à tout crime ; parlez-moi plutôt de la légalité, des projets discutés en commun, des lois votées, amendées, défaites, refaites,

C'est dire où le silex en est arrivé. Il n'a d'ailleurs pas tardé à enlever leurs derniers doutes à ceux qui en avaient. La déclaration ministérielle a renouvelé, en les aggravant, toutes les menaces formulées contre les briques de liberté dont jouit la classe ouvrière. Les syndicats en général seront matés — ou du moins on l'espère — par les fameuses lois sur le contrat collectif, l'arbitrage et la capacité civile ; la C. G. T. sera dissoute ou quasi, les unions et fédérations également. Quant aux travailleurs des services publics, aux cheminots, aux fonctionnaires (et bientôt à tous les travailleurs, car quelle branche du travail n'est pas d'utilité publique ?), ce sera la dénégation absolue du droit de grève, c'est-à-dire l'enchaînement perpétuel à leur condition.

Tout cela sera, bien entendu, si les travailleurs le veulent bien. Ces choses sont-elles possibles ? On pourrait le croire en considérant la pusillanimité du grand nombre et l'indécision du petit aux moments critiques. Pourtant il s'agirait là d'un trop grand saut en arrière, et la classe ouvrière, qui seule en souffrirait, s'en est trop rendu compte. Elle ne permettra pas l'exécution d'un pareil programme. Déjà ses meilleurs éléments se sont employés à l'éclairer et comme au lieu d'un mouvement de régression on observe chez elle une ascension continue vers la révolte, vers la liberté, la dignité humaine et le bien être, on a tout lieu de penser que le répugnant renégat en sera pour ses laborieux projets.

Pour nous, qui risquerions plus que quiconque d'être engloutis par la vague de réaction sociale qu'on sent monter de tous côtés, en France après la Russie, l'Espagne, l'Argentine, etc. ; pour nous, préparons-nous à lutter plus que jamais. Le parti socialiste peut bien combattre tels ou tels hommes au pouvoir ; il se trouvera toujours du côté du gouvernement — on l'a vu à propos du sabotage — contre les contemptives de toute légalité comme de tout gouvernement.

Un homme averti, dit-on, en vaut deux. Le monde des révoltés est dûment prévenu. Entraver les uns, envoyer au bagne les autres, tel est, au fond, tout le programme ministériel dans sa belle simplicité.

Quant à son application... elle rencontrera, bien entendu, du fil à retordre.

Pamphile.

PROPOS D'UN PAYSAN

Les Semaines

Il pleut à verse. Un fichu temps tout de même pour les semaines, car — les oisifs ne s'en doutent guère — nous jetons à cette heure, d'un geste large et rythmique, le blé à travers la terre détrempée et la chanson du vieux Clément me revient en mémoire :

Je sème du blé dans les champs : qui le man...
(gera, larira).

La kyrielle des inutiles bourgeois, ceux qui, comme dit notre proverbe payan, mangent le pain comme ils le gagnent, ne savent guère ce que coûte de transes, d'angoisses, de soucis ce grain confié au sol.

Les semaines sont toujours pénibles tantôt par l'excès de pluie, tantôt par la sécheresse. Le grain germé perce les mottes, se transforme en herbe ; mais à côté poussent les mauvaises herbes, les herbes parasites, les herbes bourgeoises.

D'où nécessité d'une élimination. Il faudra sarcler au printemps et même commencer, en février, par les bises boursies et les froides giboulées. A travers les sillons, courbés vers la terre, les ménages pâtiront des intempéries, se geleront les doigts, pendant qu'en des chambres bien closes ou douillettement emmitouflées en de chaudes fourrures, les poufiasse de la haute, se moquant de la froidure, se la couleront douce dans l'oisiveté et le plaisir.

Et, comme je l'ai dit plus haut, que d'angoissants soucis. Cette jeune plante à laquelle on donne des soins comme à un bébé au berceau, on n'est jamais sûr de la voir arriver à bon port. Les gelées d'hiver, la grêle, les brouillards, les pluies diluviales, les persistantes sécheresses, les inondations dans les vallées, tout lui est hostile. La récolte est guettée au passage par cent ennemis divers et se trouve exposée un jour ou l'autre à la merci d'un orage.

Si les soins ont été méticuleux, la récolte est dure. Les épis ont, en juin, montré leur crête. Tant bien que mal, la floraison s'est opérée. Le grain est mûr pour la moisson ; sous la fauax ou la faucale vont tomber les blés.

Mais ça ne se fait pas tout seul. Par une température torride, on en attrape des suées. Levés de bonne heure et couchés tard, les paysans triment, heureux encore si c'était pour eux.

C'est la saison où le riche villégiaire à la mer ou à la montagne. Il n'était pas là aux semaines par le froid et la pluie. Il n'y est pas davantage à la saison chaude. Tous ces gens qui ne font rien dix mois de l'année se reposent les autres deux mois. Juges, députés, sénateurs, les messieurs du château et les gros pachas de l'usine, de la mine, du rail ont des vacances ; ils sont au large et, pendant que les autres se crévent de peine, ils abritent sous les frais ombrages et les casinos des villes d'eau leur oisiveté vicieuse.

Mais, s'ils n'ont pas été à la peine, ils voudront être au profit. S'ils ont eu peur que la faune ne leur donne des cas aux mains, ils n'auront pas peur en août, de revenir pour le partage, car ces beaux et élégants Jean foutre qui vont à tout instant raconter aux niais et aux crétins que nous sommes des partageux sont autrement que nous des tenants du partage.

Demandez-le un peu aux métayers et aux fermiers. Ces derniers en sont quittes pour une grosse somme d'argent. Qu'il pleuve ou qu'il vente, que l'ouragan ait emporté les récoltes, que l'épidiole ait décimé le cheptel, qu'importe ? Le maître veut sa part : des beaux écus sonnantes, des billets bleus, des lous jaunes comme le soleil. Le paysan a travaillé dur et ferme pour qu'il ait tout cela.

Cela n'ira pas tout seul. On ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs ; mais il vaut mieux casser quelques œufs que de crever de misère en attendant indéfiniment sous l'orme qu'une loi vienne mettre fin à nos souffrances.

A la violence d'en haut, nous répondrons par la violence d'en bas. Ce choc sera sans doute terrible, mais, au moins, il en sortira quelque chose.

E.P.

moitié de la récolte au parasite qui jamais n'eut à la main la charrue ni la bêche. C'est évidemment injuste, quoique consacré par l'habitude, mais ce n'est pas tout. Il y a encore, avant le partage, une ribambelle de charges et de redevances, puant à plein nez le régime féodal, tant et si bien que la part du métayer est la portion congrue et la part du maître la partie du lion.

Le plus mauvais, ce n'est pas cette situation, mais hélas ! la passivité des paysans qui fait qu'ils la supportent. Ils se plaignent bien, ils crient, comme le dit un article du *Travailleur rural* d'Y grande, ils crient après le propriétaire, mais seulement par derrière ; quelques-uns crient surtout lorsqu'ils sont au cabaret, ivres à moitié ; mais cela ne les empêche pas de ramper par devant le mouchard, pour être les mieux vus.

S'ils voulaient, pourtant ! Le moment est venu de faire quelque chose pour améliorer leurs malheureuses conditions d'existence. Grâce au mouvement ouvrier, par ricochet, les salaires ont haussé à la campagne. Les bras affluent vers les villes, vers les travaux industriels, font qu'il y a plus de demandes que d'offres. Les propriétaires courent après les métayers, par crainte de laisser leurs métairies en friche.

Et une chose m'étonne, me stupéfie. Encroûté jusqu'au cou dans l'ignorance et la routine, le paysan ne bouge pas. Les quelques améliorations qu'il a obtenues, il ne les doit pas à lui-même, à son propre effort, mais à l'effort de son frère plus conscient, l'ouvrier industriel. Il serait pourtant

uvre pour nuire au développement des organisations prolétariennes, pour réfréner toute tentative de libération des producteurs, et tuer à jamais en eux tout espoir d'émancipation.

La période de réaction sociale à laquelle nous assistons n'a pas d'autre raison : le capitalisme exploiteur ne veut pas que le travailleur secoue le jeu qu'il lui a imposé ; il ne veut pas que soit tarie la source des bénéfices scandaleux qu'il réalise sur la production ; il ne veut pas que le peuple des champs et de l'usine sache qu'il n'a pas que des devoirs, mais qu'il a aussi des droits, et agisse en conséquence.

Mais la bourgeoisie parasite aura beau se démener. La classe ouvrière est, depuis de longues années déjà, en mal d'émancipation. Il faudra bien, un jour, qu'elle naîsse à la liberté.

La Grande Révolution, en donnant à la classe bourgeoise le pouvoir politique, n'a point réalisé l'égalité sociale qu'on avait rêvée ; après comme avant le bombardement de l'ancien état de choses, la partie de la nation qui travaille pour engranger l'autre, continue à vivre une vie malheureuse, sevrée de toute joie, dénuée de toute satisfaction.

L'esprit de révolte, fort heureusement, se manifeste un peu partout, se traduisant d'abord en paroles, en manifestations verbales, pour se muer ensuite en fait, en révolution.

Ceux qui chassèrent les nobles de la meilleure place du banquet social, avaient, cependant, au lendemain même du mouvement qui les faisaient privilégiés à leur tour, bien pris toutes leurs précautions. Sur la proposition de Le Chapelier, ils avaient voté une loi interdisant aux pauvres, aux ouvriers, le droit de coalition. Les travailleurs, livrés pieds et poings liés à leurs employeurs, n'avaient pas le droit de se réunir, de se concerter en vue d'examiner leur situation, d'améliorer leur sort.

Mais la révolution ne perd jamais ses droits. A peine remplacés sous le faix, les prolétaires s'assurent à nouveau à la liberté. On a souvenance des levées insurrectionnelles de Lyon et d'ailleurs, après 1830. On se rappelle les tentatives révolutionnaires de 1848, et ce qui s'ensuit. Les grèves, sous l'Empire, sont encore en notre mémoire, le bruit des fusillades d'Aubin et de la Ricamarie n'a pas encore fait place au silence de l'oubli. Et ça n'est point parce que, depuis 1870, nous sommes en République, que tout va pour le mieux.

Briand, contre qui chacun, et avec raison, s'acharne à crier aujourd'hui, n'est que la conséquence logique d'un régime qui ne s'est point donné comme but le bien-être pour le plus grand nombre mais qui, au contraire, s'ingénie à faire que la richesse sociale soit concentrée entre les mains d'un petit nombre d'heureux. Les bourgeois, qui sentent que la domination leur échappe chaque jour un peu plus, font feu des quatre pieds.

Que peuvent pourtant d'autant misérables gestes que ceux des bourgeois de 1910 ? Est-ce que, parce que les jouisseurs lui en ont donné l'ordre, Briand pourra se permettre de nous ramener en arrière, d'empêcher à tout jamais cette grève générale, qu'il prêche si bien naguère, d'éclater et d'emporter en avant la société actuelle ?

Non ! Il faut espérer, à l'encontre des désirs capitalistes, que toutes les grèves qui éclatent un peu partout servent de gymnastique à la masse populaire, et que, au matin clair où nous descendrons dans la rue, cette gymnastique nous aura rendus assez forts et puissants pour que nous n'ayons pas besoin de nous y reprendre à deux fois pour inscrire dans les fastes du prolétariat une nouvelle et définitive révolution.

Louis Grandidier.

Les Martyrs de Chicago

Nos camarades du *Réveil* nous donnent, dans le dernier numéro, un article de Ugo Pentecost, dont on trouvera ci-dessous les passages essentiels.

Pentecost était pasteur évangélique et comme tel attaché à l'une des églises les plus aristocratiques d'Amérique, lorsque le 11 novembre 1887, il apprit l'exécution de Parsons, Spies, Engel et Fischer. Le pasteur avait suivi avec le plus grand intérêt les phases du procès et avait profondément réfléchi sur les idées que, sous la menace de l'échafaud, Parsons et Spies avaient revendiquées, avec une intelligence et une énergie extraordinaires.

Jetant alors sa robe et sa bible aux orties, il devint anarchiste et fut, jusqu'à l'an dernier, c'est-à-dire jusqu'à sa mort, l'agitateur américain le plus éloquent et le plus actif.

**

Le 11 novembre 1887 furent exécutés quatre hommes accusés d'avoir tué plusieurs agents de police, par suite de l'explosion d'une bombe lancée au milieu d'eux. L'arrestation, la condamnation et l'exécution de ces quatre hommes est l'un des actes les plus iniques et les plus féroces qu'ait jamais commis un gouvernement... Ils furent pendus conformément à la sentence d'un tribunal qui, en aucune manière, n'a vaut fourni la preuve qu'un seul des

accusés ait été en relations avec l'inconnu qui avait jeté la bombe.

Cette erreur judiciaire m'a révélé dans toute sa clarté — une clarté dont frémît depuis toute ma pensée — que l'Etat, le gouvernement s'entoure de force armée uniquement pour protéger les riches dans leurs infamies et pour opprimer les pauvres qui se réunissent pour la conquête de leurs droits. Elle m'a révélé que les juges ont pour unique fonction que justice soit faite lorsque se trouvent face à face, d'une part, les privilégiés menacés des riches, et, d'autre part, le droit des pauvres ; lorsqu'un événement met en cause la propriété, d'un côté, et la vie et le bonheur de l'humanité de l'autre.

Je partageais, avec beaucoup d'autres, la croyance que le gouvernement a pour fonctions de garantir les meilleures conditions de vie à tous les citoyens : l'abominable outrage à tout ce qui est moral, raisonnable et équitable, lancé à Chicago par la bourgeoisie avec la complicité du gouvernement, m'arracha le bandeau des yeux, me révélant l'odieuse institution de trahison, d'iniquité et de violence qu'on nomme *gouvernement*.

Avocats, juges, législateurs, policiers, soldats, journalistes et prêtres constituent un consortium d'iniquités soutenus au moyen de l'or volé aux malheureux travailleurs et exclusivement employé à servir les intérêts des exploitants.

Je pourrais citer des exemples et des preuves sans nombre : à quoi bon ? Je démonterais une vérité que tout le monde connaît parce qu'il suffit pour cela d'ouvrir un peu les yeux.

Les travailleurs commencent à comprendre que les hommes vraiment dangereux ne sont pas ceux qui, dans les centres industriels, rêvent d'une prochaine révolution et en propagent l'idée, mais bien ceux qui achètent les parlementaires, violent la loi : les Gould, les Vanderbilt, les potentiels de la Bourse ; tous ceux qui fabriquent des lois pour la défense des riches, dressent des échafauds et affirment au peuple qu'il doit être soumis à ces lois.

Et de qui avons-nous appris ces inappréciables vérités ?

Des anarchistes, qui sont aujourd'hui les penseurs les plus éclairés et les plus sensés du monde et dont les idées s'infiltreront lentement dans la masse, révèlent ainsi les bases du système social actuel jusqu'au jour où, soit dégradé par degré, soit par une violente explosion de force et de lumière, ce qui existe aujourd'hui disparaîtra et ce qui doit être sera.

Ugo Pentecost.

LA RÉVOLTE

Elle est, on peut le dire, à l'ordre du jour. Ce n'est plus seulement la sage et disciplinée Angleterre qui entre à son tour dans l'ère des révoltes ouvertes. Après la foule Berlinoise, les mineurs Gallois. Vous voyez bien « qu'ils en ont » en Angleterre.

Au pays de Galles, 30.000 mineurs sont en grève depuis une semaine. Et ces mineurs « dont on avait toujours donné en exemple le calme sang-froid dans l'expression de leurs revendications », viennent de passer soudainement à l'émeute.

Bien plus, un des chefs du mouvement, M. W. Morgan, a « supplié les grévistes de se tenir tranquilles jusqu'à ce que fût connu le résultat de la conférence présidée par le ministre du Travail », mais les grévistes n'ont tenu aucun compte des conseils de leur « leader ».

C'est ainsi que, dans tout le comté de Glamorgan, la police, débordée, a assisté au sabotage des mines, et qu'à Tonypandy, après avoir fait des efforts désespérés pour s'emparer de l'entrée des mines, deux-cents grévistes tombèrent et que les autres, furieux, mirent alors à sac toutes les boutiques de la ville, dont ils jetèrent à la rue les marchandises.

« Aux mines de Glamorgan, disent les journaux, l'étendue des dégâts est considérable. Tout ce qu'on a pu briser en lançant des pierres, tout ce qui a pu être abattu à Tonypandy a été saccagé. Il n'est pas resté un seul magasin intact. Tous les magasins ont été pillés et les marchandises jetées à la rue. Les grévistes ont même brisé les vitraux de leur chapelle. Plusieurs jeunes gens, revenant des meetings ce matin, commencèrent à lancer des pierres dans les fenêtres de l'usine d'électricité. Bientôt il ne resta plus un carreau. Une troupe de police montée arriva au galop et chargea

les émeutiers, bâton en main. Elle fut accueillie par une grêle de pierres et de scories, et la bagarre dura plusieurs heures. Dénormes pierres étaient lancées contre la police et les émeutiers se servaient de barres de fer. Plusieurs agents ont été sérieusement blessés et une vingtaine de grévistes ont reçu des coups de bâton et de gourdin. L'un d'eux a eu le crâne fracturé. Dans une autre charge, soixante émeutiers ont été blessés.

Les regards, pourchassés, sont obligés de se barricader dans leurs maisons. Tous les édifices publics sont fermés et la circulation des tramways est interrompue.

Ces faits, presque sans précédent en Angleterre, nous permettent de l'affirmer une fois de plus : Partout le feu court !

Spérons que les travailleurs anglais prendront tous de la graine de cette belle révolte. Elle a d'ailleurs valu d'autres résultats aux mineurs que les innombrables grèves de bras croisés, la révolte étant encore la méthode la plus « pratique » pour se faire écouter des exploitants. La preuve en est dans cette dépêche du 14 : « Une réunion a été tenue aujourd'hui à Cardiff par les patrons mineurs du Sud du Pays de Galles. Ils ont décidé de donner satisfaction aux réclamations des ouvriers. »

L'Angleterre, écrit-on à *Paris-Journal*, est le pays des grèves endémiques. Généralement, les ouvriers reçoivent des secours de leurs syndicats ; les patrons s'efforcent de pailler leurs pertes jusqu'au jour où les uns et les autres sont fatigués de la situation. Des arbitres sont nommés, le Board of Trade propose ses bons offices, les ennemis se font des concessions plus apparentes que réelles et tout est oublié.

Aussi, l'effarement des Anglais, ces jours-ci, devant les actes de sabotage des grévistes du Pays de Galles est-il curieux à enregistrer.

Mais il y eut une autre nouveauté dans cette grève, ce fut l'emploi de l'armée au service du patronat, et cela sous un ministère quasi socialiste.

« Par une curieuse coïncidence, M. Jaurès venait de prétendre à la tribune que lord Curzon lui-même avait donné aux Anglais l'assurance que jamais la troupe n'interviendrait contre les grévistes. Un ministre libéral, ultra-libéral, infligeait à notre compatriote un préemptoire démenti ».

Encore une leçon que feront bien de méditer les travailleurs anglais.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître : Editions Schleicher frères :

Le Droit c'est la Force, par C.-O. Bunge, théorie scientifique du Droit et de la Morale, traduit de l'espagnol par E. Desplanque. Un volume, prix 2 francs.

Editions de l'Œuvre, 18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris :

Nos bons Apôtres, par Gustave Téry, comédie en trois actes, avec une préface de Jules Lemaitre. Prix : 1 franc.

La « Publication Sociale », 16, rue Monseigneur-le-Prince, Paris :

Syndical et syndicalisme, une brochure de propagande formée d'extraits des meilleures brochures de militants. Opinions de Griffuelles, Yvetot, Delessalle, Pierrot, etc. Prix : 0 fr. 05 ; le cent : 3 francs.

BIBLIOTHÈQUE DES SCIENCES CONTEMPORAINES

Editions Schleicher frères

La Géologie, par H. Guéde. Origine et histoire de la Terre, 724 pages, 151 figures.

La Biologie, par Ch. Léonard. Origine et lois de la vie, 500 pages, 113 figures.

La Botanique, par J.-L. de Lanessan. Evolution du régime végétal, 500 pages, 142 figures.

La Préhistoire, par G. et A. de Mortillet. Origine et antiquité de l'Homme, 710 pages, 221 figures.

La Physiologie générale, par le Dr Léonard. Mentalité des races et des peuples. 550 pages.

L'Embryologie générale, par le Dr Roule. Origine et évolution des êtres, 512 pages, 121 figures.

Le Sabotage, par Emile Pouget. Une brochure de 68 pages. Prix : 0 fr. 60 ; francs : 0 fr. 70.

Chaque volume 1 fr. 90 pris au *Liber-*

taire ; 2 fr. 25 francs. — Cartonné : 50 centimes en plus.

Fédération communiste

La deuxième réunion pour la constitution d'une Fédération communiste a eu lieu dimanche dernier ; de nombreux groupes étaient représentés ; plus de cent camarades étaient présents.

Dès trois heures, lecture est donnée de la déclaration de principes adoptée le 30 octobre par la plupart de nous et publiée par le *Libertaire*.

Une discussion s'engage sur le premier paragraphe ainsi conçu :

« La Fédération révolutionnaire considère l'abolition de l'oppression des classes comme une étape absolument nécessaire et essentielle dans la voie menant au but final l'avènement d'une société exempte de toute autorité, c'est-à-dire communiste libertaire. »

Une fraction de la jeunesse révolutionnaire ayant déclaré que, si la Fédération était nettement communiste, elle ne pourrait y adhérer, plusieurs camarades déclarent à leur tour que leurs groupes sont communistes et ils estiment qu'une entente ne peut avoir lieu que si la base en est communiste.

La situation est alors précisée de la façon suivante : Une Fédération est formée entre tous les camarades syndicalistes, insurrectionnels et anarchistes ayant pour idéal l'avènement d'une société communiste libertaire. Ce que voyant, quelques membres de la jeunesse révolutionnaire se retirent et il ne reste plus que les partisans de la Fédération.

L'on aborde alors la constitution de cette Fédération.

Tous, nous sommes d'accord pour qu'il n'y ait ni règlement, ni fonctionnaires, et nous acceptons le système suivant :

Une entente étant faite entre tous les groupes communistes pour faciliter et augmenter la propagande, intensifier l'agitation, il est décidé que tous les mois une réunion aurait lieu à Paris pour étudier les événements et faits sociaux, voir quels profits nous en pouvons tirer pour la propagande.

Que lorsqu'une action aura été entreprise par différents groupes, ceux-ci nommeront, pour la campagne à mener, le comité organisateur et centralisateur qui se dissoudrait l'action finie ;

Yu l'utilité que les documents et toutes pièces pouvant servir à établir des

statistiques ou renseigner les propagandistes soient concentrés, il est décidé en outre que quelques camarades seront chargés de recevoir toutes les communications et de répondre aux demandes de renseignements des groupes.

Il est également décidé qu'un lieu de rendez-vous permanent doit être désigné, permettant ainsi aux camarades de se rencontrer sûrement et fréquemment. (Jusqu'à nouvel ordre, l'on se rencontrera tous les dimanches, salle Fabien, 70, rue des Archives, Paris, métro Temple) ;

On décide ensuite qu'une certaine somme sera mise à la disposition de la Fédération pour lui permettre, dans un cas imprévu, une action immédiate.

Provisoirement, les camarades Gras, 47, avenue des Gobelins, et Schneider, 126, avenue de Choisy, sont chargés, le premier, de recevoir les fonds, le second de la correspondance.

Un pressant appel est fait à tous les camarades isolés qui voudraient procéder à la formation de groupes, tant à Paris qu'en banlieue, la Fédération tenant à leur disposition des camarades qui se feront un plaisir d'apporter leur concours.

A. D.

AUTONOMIE NÉCESSAIRE

Nous ne pouvons que nous réjouir de la nette adhésion au communisme libertaire de la jeune « Fédération ».

D'aucuns s'en offusquent, on ne sait pourquoi. Le communisme anarchiste n'est pas une maladie honteuse. C'est l'âme, le but, la raison d'être de toute action, de tout mouvement révolutionnaire qui ne soit pas simple duplicité.

Nos amis ne veulent plus se laisser « escamoter » au profit d'un P. S. U. ou d'une franc-maçonnerie quelconque, non plus que d'un quelconque parti présent ou à venir. Ils entendent conserver l'autonomie et l'indépendance de leur mouvement. Symptômes excellents à l'heure où s'affirment plus urgent et plus utile que jamais un redoublement d'activité nette et précise des anarchistes de toute nuance.

La République hafe, les parlementaires méprisés, le pouvoir insolent de la finance échafaudant aux yeux les moins clairvoyants, autant de circonstances merveilleuses pour que s'affirment plus hautement que jamais l'action et la propagande anarchiste.

Pétrus.

L'Agitation

MONTCEAU-LES-MINES

Notre cité est toujours de plus en plus calme et nos braves mineurs de plus en plus indifférents. On voit que la politique est la cause directe de cet engourdissement de la part des travailleurs.

Dimanche dernier, le syndicat des mineurs avait organisé une manifestation et un meeting de protestation contre le sanguinaire de la Compagnie des mines de Blanzy, qui avait enterré clandestinement les restes des trois ouvriers morts dans la catastrophe de 1893. Seule, la mairie de Montceau fut avertie du transfert des cadavres : aussi les trois veuves ainsi que deux autres femmes, dont les maris ne sont pas encore retrouvés, rouspétèrent, et le syndicat fut saisi de l'affaire.

AUDE

Comme ils sont tous

Proprio. — Je viens de renvoyer mon domestique.

Voyageur. — Il vous a donc fait quelque chose de bien grave ?

Proprio. — Eh non ! Seulement, voyez-vous, tous ces ouvriers sont les mêmes : ils voudraient commander les patrons et flâner le plus possible. Ne sommes-nous pas les maîtres chez nous ? Pour ma part, j'entends commander, et à ma façon. Je ne veux pas laisser émettre mon bien pour faire plaisir à cette valetaille ; car vous n'oublierez pas que depuis quelques temps, au prix que l'on paie le vin, nous ne pouvons pas nous y retrouver.

Voyageur. — C'est possible. Mais ce domestique ?

Proprio. — Je l'ai déjà remplacé. J'en avais deux autres, que je vais renvoyer sans les remplacer ; c'est très facile : je diminue leur salaire, et voilà la farce jouée. Et pour leur montrer que je peux me passer de leur ministère, j'ai arraché la plupart de mes vignes ; j'en ai gardé juste trois hectares.

Voyageur. — Combien cela peut-il vous donner ?

Proprio. — Bon an mal an, 250 hectolitres de vin.

Voyageur. — Tiens, et dans quel but avez-vous gardé ces trois hectares ?

Proprio. — Pour ma consommation et pour vivre confortablement sans rien faire. Mes terres valent 15 000 francs. Si je les vendais, je ne toucherais, à 3/2 pour cent, que 525 francs par an, tandis que mes 250 hectolitres de vin me permettent de tripler ce revenu avec un seul domestique.

* *

Arrachez donc toutes vos vignes, parasites et autocrates ! Débarrassez-vous de vos collaborateurs après les avoir rongés jusqu'aux os : vous finirez bien par faire germer la révolte dans le cerveau de vos victimes et, avec l'idée de révolte, l'Idéal libérateur !

VINCENT.

ALGER

Les concussionnaires

Un écrit d'Alger au *Courrier du Parlement* :

Notre département va être, cet hiver, à l'ordre du jour, car une plainte en concurrence vient d'être déposée par cinq nobles Mozabites contre le conseiller général de la 14^e circonscription (Aumale), M. Rodolphe Rey.

Voici le texte de la plainte qui en elle-même est fort savoureuse :

« Dans le deuxième semestre de l'année 1907, le Gouvernement général frappa d'une taxe les marchés du M'Zab : cinq villes du M'Zab, Gardala, Melika, Bouznoura, El-Atteuf, Beni-Sghouen envoyèrent chacune un délégué à Alger pour protester contre l'établissement de la taxe nouvelle et la faire cesser. Les cinq délégués qui sont Omar ben Sliman Frékhâr, Aomeur

ben Aissa « Ben Bakir », M'Hamed ben Aissa, El Hadj Mohamed « Ben Hamon » et El Hadj Salan ben Mohamed, furent mis en rapport avec M. Rey, délégué financier et conseiller général, par Aissa ben Bakir, agent et courtier d'affaires à Alger, personnage très influent, leur dit-il.

« M. Rey promit son concours et leur demanda trois mille francs, qui lui furent immédiatement versés. A quelque temps de là, M. Rey leur apprit qu'il n'avait pas réussi, mais qu'à Paris il serait plus heureux ; et il leur demanda une autre somme de cinq mille francs qui lui fut également versée.

De Paris, M. Rey télégraphia à Aissa ben Bakir de lui envoyer ses délégués du M'Zab. A Paris M. Rey prévint les délégués qu'il allait les présenter à un très haut fonctionnaire qui était le maître de la destinée de leur affaire.

La présentation eut lieu, mais le puissant fonctionnaire auquel ils furent présentés était M. Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, qui les reçut fort mal et leur ordonna de retourner à Alger où il s'occupait de leurs réclamations.

« Ainsi les délégués du M'Zab ont versé à M. Rey huit mille francs et ont dépensé pour leur voyage à Paris où ils ont été appelés par lui de six à sept mille francs, tout cela en pure perte et sur de fausses promesses.

« Tels sont les faits qui motivent cette plainte et en raison desquels ils prient M. le Procureur général de poursuivre M. Rey conformément aux lois. »

Voilà un conseiller général qui est mûr pour la députation.

Communications

PARIS

Syndicat des Locataires ouvriers, section du XX^e. — Appel aux locataires. — Grande réunion publique — Samedi 19 novembre, à 9 heures du soir, salle Franco-Russe, 72, boulevard de Grenelle.

Orateurs inscrits : Me Corel, avocat ; Marcellin, secrétaire ; Versini, avocat ; Nardon, des Terrasses ; Constant, de la Voiture.

Renseignements et adhésions au secrétaire de la 15^e section : G. Cochon, 74, rue Olivier-de-Serres, XV^e.

Restaurant coopératif, 33, rue Guersant. — Vendredi, 18 octobre, causerie à 8 heures et demie par le camarade Grandidier. Sujet traité : « Syndicalisme et coopération. »

Solidarité — Dimanche 19 novembre, à 9 heures, à 9 heures du matin, à la Maison des Syndiqués, rue Pouchet, 67. Il sera mis en vente tout un outillage du menuisier-chêne. Le produit de la vente est destiné à la nourrice des trois enfants de notre camarade Dumond, qui les a adoptés avec un beau désintéressement. Le camarade Dumond est en traitement à l'hospice des aliénés de Villejuif depuis deux ans.

Groupe italien. — Dimanche, 20 octobre, alle ore 9 pomeridiana, il compagno Luigi Galliani

Entrée 0 fr. 15 pour les frais.

Avis à tous les travailleurs conscients.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Toute commande de librairie doit être accompagnée de son montant en timbres, mandats, bons de poste ou toute autre valeur.

Adresser lettres et mandats à l'Administrateur du *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

La deuxième colonne indique le prix par la poste.

BROCHURES

ANARCHISME

Les Martyrs de Chicago	0 05 0 10
Aux Jeunes gens (Kropotkin)	0 10 0 15
La morale anarchiste (Kropotkin)	0 10 0 15
Communisme et anarchie (Kropotkin)	0 10 0 15
L'Etat et son rôle historique (Kropotkin)	0 25 0 25
Entre paysans (Malesta)	0 10 0 15
Aux anarchistes qui ignorent (Ch. Albert)	0 10 0 15
A B C du libertaire (Lermine)	0 15 0 20
L'Anarchie (Malesta)	0 15 0 20
L'Anarchie (A. Girard)	0 05 0 10
Evolution et Révolution (E. Reclus)	0 10 0 15
Arguments d'anarchistes (Beaureil)	0 20 0 25
La question sociale (S. Faure)	0 10 0 15
Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus (S. Faure)	0 15 0 20
Organisation, initiative, cohésion (Jean Grave)	0 10 0 15
Le Patriotisme, par un bourgeois, suivi des Déclarat., d'Emile Hentz	0 15 0 20
Le Congrès anarchiste d'Amsterdam	1 25 1 35
Rapports au congrès antiparlementaire	0 50 0 60
La déclaration d'Eltevian	0 40 0 15

ANTIMILITARISME

Le manuel du soldat	0 10 0 15
La chair à canon (Manuel Devadoss)	0 15 0 20
Aux conscrits	0 05 0 10
Lettres de prépuces	0 10 0 15
Le Militarisme (Ficher)	0 13 0 15
L'Antimilitarisme (Hervé)	0 20 0 15
Colonisation (Jean Grave)	0 10 0 15
Contre le brigandage marocain	2 45 0 20
La Révolte du 17 ^e	0 10 0 15

SOCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, etc.)

Pages d'histoire socialiste (Tchernko-softi)	0 25 0 30
La loi des salaires (J. Guesde)	0 10 0 15
Le droit à la paix (Lafargue)	0 10 0 15
Boycott et sabotage	0 10 0 15
Le Machinisme (Jean Grave)	0 10 0 15
Grève et Sabotage (Fortin, Henry)	0 10 0 15
L'A B C syndicaliste (Georges Yvelot)	0 10 0 15
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Niettun)	0 10 0 15
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Stackelberg)	0 10 0 15
Les Maisons qui tuent (M. Petit)	0 10 0 15
Le Socialisme (Kropotkin)	0 10 0 15
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	0 10 0 15
Grève générale réformiste, grève générale révolutionnaire (C. G. T.)	0 10 0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 10 0 15
Les lois scolaires	0 25 0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 10 0 15
Syndicalisme et révolution (D' Pierrot)	0 10 0 15
Le parti du travail (Pouget)	0 10 0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 10 0 15
Le désordre social (Hervé)	0 10 0 15
Vers la Révolution (Hervé)	0 10 0 15
Politique et socialisme (Ch. Albert)	0 60 0 65
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malato)	0 10 0 15
Illusion parlementaire (Laisant)	0 10 0 15

SCIENTIFIQUE (SYNDICALISME, ANTI-PARLEMENTARISME, etc.)

Portraits de Ferrer et de S. Villa-franca	0 10 0 15
La mort de Ferrer (Leurs arguments)	0 10 0 15
Vues de l'Avenir social (12 cartes)	0 75 0 95
Vues de « La Ruche » (12 cartes)	0 60 0 70
Cartes postales anticléricales (10 cartes)	0 60 0 70

VOLUMES

ANARCHISME

L'Anarchie (Kropotkin)	1 1 1 40
L'Anarchie, son but, ses moyens (Grave)	2 75 3 25
La conquête du Pain (Kropotkin)	2 75 3 25
Anarchisme (Elzhaber)	3 1 3 50
Les paroles d'un révolté (Kropotkin)	1 25 1 75
La Douleur universelle (Sébastien Faure), nouvelle édition	2 75 3 25

parlera sur le tema : « Chi siamo et che cosa vogliamo », nella sala del restaurant, 5 rue d'Avignon, XX^e (métro, Avron), entrée libre.

Foyer populaire de Belleville, 5, rue Henri Chevreau. — Jeudi 24 novembre, conférence publique sur l'alcoolisme (avec projections).

Grande tournée E. Girault. — Un certain nombre de groupes ont déjà répondu, mais il reste encore les localités suivantes dont j'attends la réponse : Flambon, Ronville, Arcis-sur-Aube, Igny, Auxerre, Tonnerre, Bâle, Besançon, Pontarlier, Lons-le-Saulnier, Oyonnax, Gex, Bellegarde, La Roche-sur-Fère, Arancy, Chambéry, Villette, Saint-Etienne, Saint-Chamond, Firminy, Vienne, La Tour-du-Pin, Voiron, Bourgoin, Moirans, Grenoble, Saint-Maurice, Valence, Montélimar, Orange, Isle-sur-Sorgue, Saumur, Aix et Marseille.

Répondez immédiatement. L'itinéraire avec dates va être fixé dans quelques jours. E. Girault, poste restante, Bezons, S.-et-O.

Tournée Lanoff. — Les camarades de Fourmies, Guise, Stains, Saint-Quentin, Tergnier, Compiègne, Saint-Gobain, Méru, Lardières, Lormeau, Liancourt, qui voudraient organiser des conférences sur Biribi, avec audience de chantiers révolutionnaires sont priés d'écrire au chansonnier Lanoff, 114, rue de Clignancourt, et de se hâter, la tournée étant déjà depuis longtemps commencée.

Groupe ouvrier néo-Malthusien du XVII^e. — Réunion du Groupe, samedi 19 novembre, à 9 heures du soir, salle Fermer, à l'Avenir social, 17, rue des Ursulines, conférence par Sébastien Faure : « Pourquoi et comment je suis révolutionnaire. » Entrée : 0 fr. 50.

Groupe ouvrier néo-Malthusien du XVIII^e. — Samedi 19 novembre, à 8 heures et demi du soir, salle Fermer, à l'Avenir social, 17, rue des Ursulines, conférence par Sébastien Faure : « Pourquoi et comment je suis révolutionnaire. » Entrée : 0 fr. 50.

Groupe ouvrier néo-Malthusien du XX^e. — Samedi 19 novembre, à 8 heures et demi du soir, salle Henri-Chevreau, 5, rue Henri-Chevreau, 17, rue des Ursulines, conférence par Sébastien Faure : « Pourquoi et comment je suis révolutionnaire. » Entrée : 0 fr. 50.

Groupe ouvrier néo-Malthusien du XXI^{e</}